

# FIL ROUGE

JOURNAL DU PARTI  
SOCIALISTE VAUDOIS  
N° 4 – AVRIL-MAI 2021

## La gauche en force

Succès du camp rose-vert  
aux élections  
communales.

PAGE 3

## Holcim: laisse béton

Reportage à la  
colline du Mormont.

PAGE 9

# FICELLES DU WEB

## Comment le capitalisme numérique nous exploite

PAGES 4-7

JAB  
CH-1003 Lausanne  
Poste CH SA



## Service public, idée neuve!

**édito** A la fin du siècle passé, une immense affiche publicitaire a été diffusée par les nouveaux opérateurs privés de télécommunication. Elle célébrait la libéralisation avec quatre images de la même autoroute, soulignées de ce fier slogan: «fin du télécommunisme». Cette publicité disait tout de la grande escroquerie intellectuelle que le projet néolibéral mettait en œuvre pour éliminer l'idée même de service public.

D'abord évidemment, il y avait l'assimilation entre service public et communisme. Que nos services publics suisses aient été développés par des gouvernements bourgeois, dans un régime démocratique, qui plus est de démocratie directe, ne perturbait pas cette opération de propagande. Ensuite, il s'agissait de glorifier l'idée de la liberté de choix partout. Pourtant, le ridicule sautait déjà aux yeux. Si quelqu'un proposait que pour aller de Berne à Zurich, il faut avoir le choix entre quatre autoroutes juxtaposées, pour que la concurrence améliore la qualité du bitume et des panneaux de signalisation, chacun-e trouverait cela délirant. C'est pourtant ce qu'on a fait en imposant par la loi une concurrence entre les réseaux de téléphonie mobile...

En ce début des années 20 du troisième millénaire, où de gigantesques monopoles

multinationaux privés commercialisent des données intimes sur chacun-e d'entre nous, les anciens et modestes monopoles publics contrôlés démocratiquement paraissent a posteriori comme un horizon de liberté et de sobriété souhaitable.

Ce constat n'arrête pourtant pas le Conseil fédéral et les milieux patronaux qui reprennent l'offensive des privatisations et des libéralisations. Les prochaines batailles seront à nouveau l'électricité et la banque postale. Il y a vingt ans, le Parti socialiste vaudois a été le fer de lance de la révolte contre cet «horizon indépassable» des privatisations du service public. Nous avons ramené le PS Suisse sur les bons rails et contribué à freiner ce processus par la victoire de 2002 contre la loi sur le marché de l'électricité.

Nous ne laisserons donc pas le secteur électrique, décisif pour le tournant écologique, être vendu aux marchands. Et la vente aux banques privées de notre banque publique de services, dont les profits soutiennent la desserte postale, n'est pas davantage acceptable.

Nous reprendrons donc le combat. Car, pour la population, le service public a toujours été et reste une idée neuve.

■ PIERRE-YVES MAILLARD

## Sommaire

**édito** Service public, idée neuve! ▶ PAGE 2 — **poing fort** Un virage à gauche bien négocié ▶ PAGE 3 — **dossier** Capitalisme 4.0 ▶ PAGE 4 — **dossier** Facebook face aux médias ▶ PAGE 5 — **dossier** Uber Eats, Smood et Eat.ch face aux syndicats ▶ PAGES 5 — **interview** Samuel Bendahan sur le capitalisme de plateforme ▶ PAGES 6-7 — **actualité** Une caisse publique, mais surtout unique ▶ PAGE 8 — **actualité** Initiative 99% ▶ PAGE 8 — **actualité** Le Mormont nous place face à un choix de société ▶ PAGE 9 — **actualité** Brèves ▶ PAGE 9 — **vie du parti** Billet de la Présidence: commission d'enquête parlementaire sur l'Hôpital Riviera-Chablais ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil: gratuité des protections hygiéniques dans les écoles publiques ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Cap sur les cantonales! ▶ PAGE 11 — **vie du parti** Agenda ▶ PAGE 11 — **portrait** Patricia Spack Isenrich ▶ PAGE 12

# FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant-es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lectrices à l'adresse: [redaction@ps-vaud.ch](mailto:redaction@ps-vaud.ch)

### IMPRESSUM

**Responsable:** Andrea Mürger  
**Rédacteur en chef:** Romain Felli

**Rédaction:** Aymen Belhadj, Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Siméon Goy, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Paloma Lopez, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet

**Editeur:** Parti socialiste vaudois

**Adresse:** Chauderon 5, 1003 Lausanne

**Contact:** 021 312 97 57  
[redaction@ps-vaud.ch](mailto:redaction@ps-vaud.ch)

**Maquette:** Stéphanie Tschopp  
[www.madamepasteque.ch](http://www.madamepasteque.ch)

**Impression:** Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

**Abonnement:** 25 francs

**Parutions:** 6 parutions annuelles

# Un virage à gauche bien négocié

**élections communales** 2021 marque les meilleurs résultats de ce début de siècle. Les six plus grandes villes sont à gauche.



**A** lors que les dernières batailles électorales pour la syndiculture sont encore en cours, dont six sont convoitées par des camarades dûment salués et encouragés ici, nous pouvons dresser un premier bilan des communales 2021 – pour la gauche dans son ensemble, ainsi que pour le Parti socialiste vaudois.

### Des progressions partout

Pour la gauche tout d'abord, 2021 marque probablement les meilleures élections communales de ce siècle: les six plus grandes communes du canton sont dirigées par la gauche, qui renforce ses majorités à Lausanne et Renens, reprend

la double majorité à Yverdon-les-Bains et à Nyon, bascule le conseil à Montreux tout en y conservant la municipalité déjà acquise, et prend la municipalité de Vevey. Qui plus est, la gauche domine désormais largement ces villes, avec des majorités municipales en 5-2, 6-1, voire 7-0.

Des progressions qu'on remarque aussi dans d'autres grandes communes, dont certaines basculent également: ainsi dans l'ouest lausannois, Bussigny rejoint Renens, Prilly, Ecublens et Chavannes dans le camp des communes gouvernées à gauche alors que les conseils de Prilly et Chavannes basculent également. Dans la Riviera, c'est le triplé, la Tour-de-Peilz rejoignant Montreux et Vevey, et la progression est marquée dans quelques grandes communes traditionnellement de droite, comme Payerne, Pully, Lutry, Bourg-en-Lavaux, ou encore Aigle.

Du point de vue strictement socialiste, le bilan est peut-être moins stellaire. Dans les conseils communaux, si la progression de la gauche est

générale, elle est plutôt le fait des forces vertes – une poussée d'ailleurs constatée également «en face», au sein de la droite. Plus installé, plus identifié aux institutions, le Parti socialiste a enregistré quelques reculs, toutefois bien moins importants que la progression de la gauche en général: la vague verte ne se fait que très partiellement aux dépens du PS.

### Du pain sur la planche

Dans les municipalités en outre, le PS reste la première formation de gauche – l'identification aux institutions qui nous a peut-être coûté dans les conseils communaux se révélant être un avantage dans les exécutifs, où nous avons très souvent maintenu nos positions, ou progressé, et gagné des syndicatures importantes, à Yverdon-les-Bains, Montreux, La Tour-de-Peilz et Cossonay, toutes prises à la droite.

Presqu'un grand soir, donc, mais qui doit nous inciter à rester vigilant-es: dans notre canton, les majorités de gauche ne sont jamais acquises, et nous avons aussi enregistré quelques reculs dans des mu-

nicipalités qui étaient encore récemment de gauche, comme à Morges, Rolle, Moudon, Yvonand; nous rendons aussi les syndicatures d'Orbe et d'Avenches. Dans la plupart de ces cas toutefois, les situations sont contrastées: ainsi à Yvonand où la gauche progresse au conseil, à Orbe et Rolle où deux socialistes sont élues à la municipalité, contre un seul jusque-là.

Au-delà des heurs et malheurs des un-es et des autres, l'élection marque un tournant: les vagues verte, féministe et jeune se sont additionnées pour donner des majorités progressistes fortes dans l'essentiel des centres urbains du canton, ainsi que dans nombre de grandes communes suburbaines. A nous maintenant, qui avons été indubitablement portés par ce triple mouvement, de nous en montrer dignes dans l'action municipale des cinq années à venir. Nous nous y mettons dès aujourd'hui.

■ PIERRE DESSEMONTET, VICE-PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS



L'alliance de gauche a porté ses fruits dans de nombreuses communes, comme à Yverdon-les-Bains. © PS yverdonnois

# Capitalisme 4.0

**numérique** Le système d'exploitation des géants du numérique au service d'un capitalisme dérégulé doit céder la place à une technologie contrôlée démocratiquement.

Les plus grandes entreprises mondiales ne sont plus les compagnies pétrolières ou les fabricants d'automobiles, comme elles l'ont été des années 1950 aux années 2010. Depuis une quinzaine d'années, ce sont les géants (américains pour l'essentiel) du numérique qui dominent le capitalisme contemporain.

## Domination des GAFAM

Les GAFAM (acronyme de Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) se sont imposées sur l'industrie, les banques et les assurances, l'agro-alimentaire, les médias ou les automobiles – et déjà elles interviennent dans tous ces secteurs et les transforment en profondeur. Les médias traditionnels sont privés des rentrées habituelles de publicité et deviennent dépendants du «trafic» que les plateformes numériques leur amènent. Les automobiles deviennent «intelligentes» et autonomes grâce aux développements informatiques exceptionnels des entreprises de la Silicon Valley.

Surtout, avec notre complicité irréfléchie, les géants du numérique se sont glissés dans notre vie quotidienne. Nos téléphones dits, eux aussi,

«intelligents», sont devenus en quelques années le secours indispensable de nos moindres déplacements, contacts, vie sociale, amoureuse ou professionnelle. La pandémie de COVID-19 a encore accru les différences entre celles et ceux qui sont «bien connectés» et les laissés pour compte du numérique. Mais ces outils produisent en même temps une dépendance – une manière d'être constamment connectés, sous surveillance, atteignables et disponibles.

## Exploitation et monopole

Ainsi, depuis quelques années, ce sont surtout les acteurs du «capitalisme de plateforme» qui gagnent en importance – les Amazon, Uber, AirBnB etc. dont le modèle consiste à mettre en relation directe des client-es et des indépendant-es. Peu à peu ils évincent leurs concurrents en accaparant des données exclusives sur les consommateur-trices, imposent des conditions draconiennes aux travailleuses et travailleurs qui dépendent de leurs services (conducteur-trices de taxi, employé-es de ménage, etc.) et se rient des gouvernements locaux ou nationaux qui essaient de réguler leur activité

et de percevoir leurs impôts. Derrière la technologie et l'apparence souvent ludique des Uber ou Amazon, se trouvent les recettes éculées du capitalisme: évasion fiscale, exploitation et monopole.

## Un autre monde numérique est possible

Faut-il pour autant refuser la technologie? Non, mais nous devons lutter pour créer un autre monde numérique, au service de nos besoins et soumis démocratiquement à la collectivité. Internet trouve une partie de ses origines dans les expériences du socialisme démocratique du Chili de Salvador Allende (projet Cybersyn, 1971-1973). Les algorithmes bien pensés permettent d'automatiser et de faciliter des tâches ingrates et libérer ainsi du temps. Les communications internationales immédiates que permettent les nouvelles technologies sont la base matérielle d'une nouvelle solidarité internationale. Mais pour remettre les technologies du numérique au service de la population, nous devons commencer par limiter le pouvoir des géants du numérique.

■ ROMAIN FELLI

## Livres

*Cédric Durand, Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique, Paris, ed. Zones, 2020.*

Un petit livre qui décrit et explique la domination des géants du numérique dans l'économie mondiale. L'auteur, économiste à l'Université de Genève, explique notamment les nouvelles «féodalités» produites par le numérique, que ce soit du point de vue des travailleuses et travailleurs ou des client-es devenu-es captives et dépendant-es.

*Nick Srnicek, Le capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique, Montréal, Lux, 2018.*

Petit livre sur le fonctionnement du capitalisme de plateforme et les nouveautés du monde numérique.

## Podcast

*«Des ordis, des souris et des hommes», épisode n°58 du podcast «Les couilles sur la table», diffusé le 26 mars 2020 et disponible sur les plateformes de streaming.*

Dans cet épisode du podcast féministe «Les couilles sur la table», la professeure Isabelle Collet (Université de Genève) explique pourquoi le monde numérique semble avoir été construit par les hommes et exclut systématiquement les femmes. Elle révèle une histoire différente ou les ingénieures ont été pionnières avant que le patriarcat ne se saisisse de ce secteur.

# Facebook face aux médias: il faut agir en Suisse

**réseaux sociaux** En février, le conflit opposant Facebook à l'État australien a fait le tour du monde.

En février, le conflit opposant Facebook à l'État australien a fait le tour du monde. Suite à une loi votée par le parlement contraignant les géants du numérique à rémunérer les médias pour la reprise de leurs contenus, Facebook a décidé de bloquer ceux-ci sur ses services. Depuis, les positions se sont assouplies de part et d'autre, mais le problème demeure entier. «Je frémis à l'idée qu'un tel cas de figure se présente en Suisse, dit Jean-Christophe Schwaab. Les géants du numérique se servent d'articles gratuitement tout en pompant les revenus publicitaires.» Les chiffres parlent: en Australie, Google et Facebook captent plus de 80% du marché publicitaire.

En Suisse, les médias ne sont pas protégés contre ce genre de pratique. «A part les règles régissant les questions de droit d'auteur, il n'y a rien, poursuit le municipal de Bourg-en-Lavaux. Ces plateformes numériques se disent médias, mais sans s'astreindre aux mêmes contraintes que nos médias traditionnels. Elles modèrent leurs contenus selon leurs propres règles sans se référer au droit suisse.»

## Imposer des règles

Récemment, Youtube a notamment supprimé deux vidéos de l'émission de la RTS Geopolitis – sur la situation du COVID-19 en Chine et sur la répression policière en Russie – lesquelles n'enfreignaient

pourtant nullement la charte de déontologie de Youtube.

Pour Jean-Christophe Schwaab, il est temps que la Confédération prenne des mesures. «L'action doit venir tant du pouvoir politique que judiciaire, estime-t-il. Pour cela, il faut oser imposer des règles. Et ce n'est pas impossible. En 2012, le Tribunal fédéral a obligé Google street view à se conformer au droit suisse. Les géants du numérique doivent se voir imposer une taxe sur les revenus publicitaires réalisés en Suisse avec des sanctions réellement dissuasives en cas de non respect.»

## Postulat déposé

Lui aussi inquiet de cette situation, Samuel Bendahan a

déposé le 19 mars un postulat demandant au Conseil fédéral «d'examiner l'opportunité de légiférer sur les pratiques d'acteurs avec des positions fortes ou dominantes dans le domaine des technologies de l'information, en particulier réseaux sociaux, plateformes online, agrégateurs de contenus, moteurs de recherche. L'objectif est d'assurer que la législation suisse puisse le mieux possible protéger sa population contre des décisions de ces entreprises qui iraient à l'encontre de l'intérêt public, par exemple en restreignant l'accès à l'information sans juste motif». ■ BERNARD MOREL

# Service compris

**vente en ligne** La livraison de nourriture a connu une «ruée vers l'or».

On les voit portant de gigantesques boîtes carrées sur le dos, émergeants des fast food, sillonnant nos villes à vélo, ou abandonnant leur petite voiture sur les trottoirs à la tombée de la nuit. Les livreuses et les livreurs de nourriture à domicile semblent omniprésents depuis le début du COVID-19. Alors que les restaurants sont fermés, les client-es font venir chez elles et eux, en quelques clics et à la force des mollets de ce nouveau prolétariat, toute l'offre culinaire.

Les entreprises de livraison ne préparent pas elles-mêmes les plats. Elles se contentent de fournir un intermédiaire entre les restaurateurs et leurs clients. Smood, Uber Eats, Eat.ch dominant depuis quelques

années ce marché en Suisse. Ce sont plusieurs centaines de personnes à Lausanne ou à Genève qui vivent (mal) du travail de livraison. Et comme dans d'autres secteurs (taxis ou hôtellerie) la numérisation à marche forcée a généré des profits pour les entreprises en prenant les travailleurs et travailleuses comme variable d'ajustement.

Payés à la tâche, sans horaire fixes et sans prévisibilité de revenus, dépendant-es de la plateforme informatique pour obtenir les commandes qui leur permettent de dégager un revenu, en concurrence entre elles et eux pour obtenir les courses, les livreur-es sont exploités au maximum. Mais ils et elles s'organisent – et

grâce à l'appui des syndicats – obtiennent leurs premières victoires. Dans le Canton de Genève, sous pression de UNIA, le Conseil d'Etat a imposé à la plateforme Uber Eats de les embaucher et de leur fournir un véritable contrat de travail.

En Suisse, Dominique Gignon, secrétaire romand de Syndicom, explique que son syndicat actif dans la logistique a négocié il y a trois ans déjà la Convention collective nationale pour les coursier-ères à vélo et les services coursiers urbains (CCT). Historiquement organisé sur un modèle associatif ou coopératif, ces entreprises plutôt progressistes ont vu débarquer avec crainte les méthodes des multinationales du capitalisme de plateforme. Leur

CCT négociée avec le syndicat interdit le travail sur appel, garantit aux travailleur-es de connaître deux semaines à l'avance leurs horaires, assure un gain et un taux d'emploi minimal et offre aussi des congés et des salaires minimaux. Le but des livreur-es qui adhèrent à Syndicom est d'étendre cette CCT aux autres entreprises de livraison, voire de la faire déclarer de force obligatoire par le Secrétariat d'Etat à l'économie.

Avec une volonté politique forte, mais surtout grâce à l'organisation des travailleur-es dans le secteur, il est possible d'améliorer fortement les conditions de travail – pour que la numérisation ne signifie pas exploitation. ■ ROMAIN FELLI



Projet Cybersyn, Chili, 1971-1973

# Mécanique d'une position dominante

## Samuel Bendahan

Depuis septembre 2007, il est maître d'enseignement et de recherche de l'Université de Lausanne Département de comportement organisationnel et donne aussi des cours au collège des Humanités de l'École polytechnique fédérale de Lausanne depuis 2010. En 2012, il est élu au Grand Conseil du canton de Vaud et devient conseiller national où il est réélu en 2019.

Samuel Bendahan © PSV

### Comment pourrais-tu définir le capitalisme de plateforme en Suisse?

Ce n'est pas une question simple, mais on peut le définir ainsi: c'est l'émergence de nouvelles actrices et nouveaux acteurs dont le travail n'est pas de fournir directement un service, mais de mettre en contact des gens qui fournissent un service et des gens qui vont bénéficier de ce service.

### Quels sont les principaux enjeux autour de ce capitalisme de plateforme en Suisse?

Ces intermédiaires sont un point d'entrée presque obligatoire pour les gens et deviennent alors très puissants dans la fixation du prix et des services. Avec les nouvelles technologies, on peut avoir des plateformes qui nous donnent accès à énormément de choses, mais celui qui contrôle ces plateformes dispose d'un pouvoir disproportionné par

rapport à la valeur produite.

L'enjeu central est l'exploitation de la position dominante des détenteurs de la technologie face à celles et ceux qui produisent les services. Par exemple, il faut savoir qu'environ 30 à 40% du prix de vente d'un plat d'un restaurateur sera pris comme commission par la plateforme<sup>1</sup>.

### Pourquoi ça marche?

Ça marche parce que c'est pratique! C'est plus simple de commander via la plateforme que d'appeler un restaurant et d'aller chercher soi-même sa commande ou chercher un livreur pour le faire.

La deuxième raison de ce succès, c'est la masse critique. La vraie valeur, ce n'est pas vraiment ce qu'ils font, mais que les gens sont «captif-ves» de ces plateformes. Si un service a déjà 1 ou 2 millions d'utilisateurs, il a une force complètement absurde par rapport aux

entreprises qui aimeraient se lancer, mais qui ont en moins. Une fois qu'il y a beaucoup de livreur-euses et beaucoup de gens qui commandent, le service s'auto-entretient et les concurrentes n'arrivent pas à combattre les plateformes.

Enfin, parce que ces dernières sont très populaires, elles attirent chaque fois plus de monde. Un-e restaurateur-trice n'est pas obligé-e d'être sur la plateforme. Mais si elle/il n'est pas dessus, cela lui enlève du chiffre d'affaires qu'elle/il aurait fait autrement avant l'existence de la plateforme.

### Les conditions de travail qu'offrent ces plateformes se rapprochent souvent

**de conditions qui font penser à la Révolution Industrielle: rémunération à la tâche, couverture sociale insuffisante ou inexistante. Que penses-tu cet aspect?**

Ce retour en arrière n'est pas du tout obligatoire! C'est ainsi car les

plateformes abusent de leur pouvoir et prennent le plus possible de valeur aux prestataires de services afin d'engranger un maximum de capital.

En fait, celles-ci créent aussi de la valeur. Elles rendent simple et utile la mise en contact des personnes. Elles pourraient au contraire faciliter le travail des gens et pour moins cher. Tout

**analyse** Les plateformes comme Uber Eats, Smood ou Eat.ch fleurissent en Suisse. Entre convenance et conditions de travail discutables, réflexions autour des enjeux de cette «ubérisation» de la société.

**«Environ 30 à 40% du prix de vente d'un plat d'un restaurateur sera pris comme commission»**

Samuel Bendahan

le monde pourrait y gagner. Mais aujourd'hui, elles profitent complètement de la situation et préfèrent précariser les livreur-euses et les prestataires de services.

### Les plateformes entretiennent l'idée que leurs employé-es sont en fait des indépendant-es. Qu'en penses-tu?

En effet, elles jouent sur le fait de savoir si les employé-es sont des indépendant-es ou des salarié-es. Les tribunaux, quant à eux, considèrent plutôt ces personnes comme étant dépendantes des plateformes et elles sont donc des salariées. En fait, il existe un doute dans la loi et celui-ci est exploité par les plateformes.

### Et si on réformait alors le statut d'indépendant-e?

Il ne faut pas accepter l'idée que ce gens sont indépendant-es, car, dans les faits, ils/elles ne

le sont pas. Ce qui s'est passé durant cette crise est un bon exemple. On a bien vu dans la misère totale dans laquelle se sont retrouvé-es les vrais indépendant-es. Alors oui, ce statut est insatisfaisant et précarisé aujourd'hui. Alors, oui, il faut aussi absolument réformer ce statut et améliorer les conditions sociales et une garantie de revenus tant pour les salarié-es que pour les indépendant-es.

**Concernant les données récoltées par les plateformes et faisant échos au débat avec Google ces dernières semaines, penses-tu que cet enjeu devrait lui aussi être mieux défini?**

Les plateformes ont un historique, connaissent les habitudes

de consommation des utilisatrices et oui, elles peuvent vendre des données et les exploiter pour se faire encore plus d'argent.

La collecte et l'utilisation des données ne sont, en soi, pas problématiques, mais si l'intention qui est derrière est de nuire, de se faire encore plus d'argent ou manipuler les gens, là ça devient problématique. C'est pourquoi il faut une véritable transparence de l'utilisation des données et ce n'est pas le cas aujourd'hui.

**«Il faut une véritable transparence de l'utilisation des données»**

Samuel Bendahan

**Quelles seraient les solutions pour améliorer la situation?**

Avec un service public concurrentiel qui s'occuperait de ça, on pourrait réguler le statut des travailleuses et la gestion des données. Cette plateforme serait



Depuis de nombreuses années, les livraisons à domicile explosent. © Pixabay

# Une caisse publique, mais surtout unique

**santé** Le poids des primes d'assurance maladie pèse chaque année davantage sur le porte-monnaie des ménages.

L'initiative fédérale pour une caisse unique avait échoué dans les urnes en 2014. Mais la population vaudoise, elle, l'acceptait à plus de 56%. En réponse à ces résultats, Pierre-Yves Maillard nous donnait un peu d'espoir: et si l'on envisageait une caisse unique cantonale?

L'idée poursuit son petit bonhomme de chemin et en 2019, Stéphane Montangero reprend les rênes au Grand Conseil: une initiative y est déposée et demande aux autorités fédérales d'accorder une plus grande marge de manœuvre aux cantons afin qu'ils puissent

ouvrir une caisse publique et unique. Rassemblant aussi bien la gauche que le centre de l'hémicycle politique, elle est acceptée le 16 février passé. Les regards se tournent dorénavant sur Berne, où l'initiative est en cours d'analyse.

## Une «cantonalisation» nécessaire

La question relève autant du principe que de la raison. La Suisse persiste dans un système où la couverture santé est aux mains d'entreprises privées. L'accès à la santé est un droit élémentaire. Comment pouvons-nous encore accepter

qu'il soit ordonné par des entreprises, dont la raison d'être est la recherche de profit? Outre une position de principe, la caisse unique est une réponse solide au défi de l'augmentation des coûts.

A ce stade, le manque de transparence des caisses privées empêche de connaître l'origine des surcoûts, et donc une analyse de fond et un travail ciblé, notamment via la prévention. De plus, une caisse unique rassemblerait un pool d'assuré-es suffisant pour mutualiser les risques, et donc par effet domino, réduirait les primes. Sans compter

que la concurrence débridée des caisses maladie génère une lourdeur administrative causée par les changements annuels de caisse par les assuré-es. Ce coût s'élève à plusieurs millions. Même si nous ne sommes plus à une aberration près, ce jeu de paon à chaque mois d'automne rappelle à lui tout seul les profondes inégalités du système: pour des couvertures similaires, les assuré-es ne paient pas les mêmes montants. Alors, chère Confédération en quête d'alternative crédible, qu'attends-tu?

■ NAJIA TROTTET

# Initiative 99% – en avant pour le vote

**votation** L'objet sera vraisemblablement soumis au peuple à l'automne 2021. En piste pour la mobilisation!

La récolte des signatures nécessaires à l'Initiative 99% s'est terminée en août 2018. Suite à son dépôt à la Chancellerie fédérale en décembre 2020, l'Initiative 99% devrait donc être soumise au peuple en automne 2021 – au plus tard en février 2022.

Il faut donc se mobiliser. Ainsi, un comité de campagne s'est constitué. Ce sont déjà six camarades de la Jeunesse socialiste suisse (JSS) qui se démènent

à raison de 30% à 70% de leur temps: un responsable des réseaux sociaux, un spécialiste économique, un «fundraiser» et trois coordinateur-trices au contact des sections cantonales et des militant-es.

Ces pros ont notamment pour tâche de développer un argumentaire solide et une boîte à outil média, en trois langues nationales.

Ce comité dispose également du sou-

tien, en bloc, de l'ensemble des parlementaires socialistes, avec comme fer de lance, l'ancienne présidente de la JSS – et initiante – Tamara Funciello.

A noter que le vote pourrait avoir lieu en même temps que celui du référendum contre le mariage pour toutes et tous. Mobilisons-nous afin que les positions progressistes soient, ensemble, gagnantes. Pour une Suisse plus égalitaire. ■ IONE RAMEL

## Initiative 99%, késako?

Chaque année, des dizaines de milliards de francs circulent en Suisse sous forme d'intérêts, dividendes ou autres revenus financiers décorés de l'économie réelle, qui profitent aux super-riches – soit les 1% de la population suisse. Ceci, sur le dos des salarié-es.

L'initiative 99%, initiée par la Jeunesse socialiste suisse (JSS), propose que les revenus du capital à partir d'un montant défini par le parlement, par exemple CHF 100'000, soient dorénavant pondéré par un facteur de 1.5 lors du calcul du revenu imposable. Grâce à cette

initiative, entre 5 et 10 milliards de francs pourront être redistribués à la population active chaque année. De manière à soulager l'imposition des bas et moyens revenus et/ou pour financer l'aide sociale. Concrètement, cela permettrait le financement de la baisse des

primes d'assurances maladie, de crèches ou de meilleures prestations en matière de soins à domicile, entre autres. ■ IR



# Le Mormont nous place face à un choix de société

**réflexion** L'extension ou non de la carrière exploitée par Holcim pose une question qui s'étend bien au-delà de ce lieu: quel développement voulons-nous?

L'excellente enquête de «24 Heures» sur la colline du Mormont a mis en lumière tous les enjeux, écologiques et économiques, et les contradictions auxquels est confrontée notre société. Le Mormont, ce bout de Jura appelé horst tectonique qui s'est détaché il y a un certain nombre de millions d'années pour venir s'échouer dans cette plaine, est exploité depuis une septantaine d'années par l'usine des Chaux et Ciments d'Eclépens, devenue Holcim, pour y extraire du calcaire. C'est aussi un coin de nature exceptionnel, qui figure d'ailleurs à l'Inventaire Fédéral des Paysages (IFP), et un site archéologique, découvert en 2006, qui abritait un lieu de culte celte il y a plus de 2000 ans.

## Merci aux zadistes

Holcim, on le sait, veut creuser plus loin, sur le lieu dit la Birette. L'extension de la zone extractible est cependant contestée et remise en question par un recours de diverses organisations écologiques, sur lequel le Tribunal fédéral (TF) doit se prononcer ce printemps. Le combat a pris une autre dimension l'automne dernier lorsque des zadistes ont investi les lieux – une première en

Suisse – lui donnant ainsi un raisonnement médiatique qui n'aurait jamais été si grand sans leur présence. Merci à elles et eux!

La création de la ZAD a mis en évidence que l'avenir du Mormont nous place face à un choix de société. Qui ne se limite pas à cet endroit et ne se résume pas entre le tout à l'écologie ou le tout à l'économie. Ne pas aller plus loin que la zone actuellement exploitée, c'est une menace sur des emplois, la remise en question d'une installation de chauffage à distance dont bénéficie la commune d'Eclépens; ce pourrait être aussi le risque de la fin du «circuit court» pour la fabrication du ciment, lequel devrait alors être importé de l'étranger à en croire la menace que brandit Holcim.

Mais si le TF rend un verdict favorable à l'entreprise, où celle-ci s'arrêtera-t-elle? Ira-t-elle jusqu'à vider le Mormont de son ultime m<sup>3</sup> de calcaire? Et après, où creusera-t-elle encore et encore pour assouvir les besoins continuels de bétonnage de notre société? Que deviendra la magnifique nature de ce lieu unique? Que fera-t-on de ce trou béant? Une réponse positive à ces questions pourrait venir de l'initiative popu-

laire que veulent lancer les Vert-e-s vaudois-e-s pour à la fois protéger la colline de toute nouvelle extension de Holcim et favoriser les alternatives au ciment dans la construction.

## Le message du COVID-19

Reste le fond du problème. Sauver le Mormont oui, mais en maintenant notre mode de vie? Lors d'une balade sur la colline, cette profonde balafre m'est apparue comme le symptôme de la boulimie sans fin de notre civilisation vers toujours plus de croissance, de consommation, de mobilité. Et je me suis demandé ce qui pourrait la freiner dans sa folle trajectoire. Peut-être faudrait-il écouter le message subliminal que le COVID-19 nous a délivré en nous contraignant à ralentir. Penser à emprunter parfois des chemins de traverse plutôt que de foncer sur une autoroute ou dans les airs. Réfléchir à réduire notre consommation, d'énergie en particulier. Sommes-nous prêt-es à une si profonde remise en question?

■ BERNARD MOREL

## Brèves

### DE LA PAROLE AUX ACTES!

Le 19 février passé, Rebecca Ruiz au nom du Conseil d'État vaudois annonce la bonne nouvelle: le personnel des secteurs sanitaires publics et parapublics vaudois mobilisé durant la crise sanitaire recevra une compensation financière en guise de remerciement pour son engagement exemplaire. Une prime correspondant à CHF 900.- net pour un emploi à 100% lui sera versé. En chiffre, cela correspond à environ 15'000 personnes et à un montant prévisionnel de CHF 15 millions.

### LAVIEZ-VOUS VU ?

Le CHUV a été classé pour la deuxième fois 9<sup>e</sup> meilleur hôpital du monde par le magazine étatsunien Newsweek. Ce sont les patient-es et les médecins du monde entier qui l'ont plébiscité! La qualité de ses traitements a également pesé dans la balance. La droite n'a donc plus à vouloir lui administrer des soins intensifs et la modestie vaudoise a de quoi s'enorgueillir.

### MEA CULPA

Un petit oubli est survenu dans notre dernier numéro: nous avons omis de citer la camarade interviewée dans l'article «Des loyers plus modestes: le défi nyonnais». Il s'agissait de Stéphanie Schmutz, Municipale brillamment réélue dès le 1<sup>er</sup> tour à Nyon et à qui nous adressons nos chaleureuses félicitations!

# La droite assène un coup à la santé



Le Grand Conseil, à une voix près, a décidé de créer une commission d'enquête parlementaire (CEP) sur l'Hôpital Riviera-Chablais. L'ensemble de la droite, constituée du PLR, de l'UDC et des Verts Libéraux nous a rappelé, lors de ce vote, qu'elle était encore majoritaire au parlement et qu'elle cherchait par n'importe quel moyen à affaiblir la majorité de gauche au gouvernement. Ce n'est rien d'autre qu'une attaque politique et partisane contre un bilan progressiste sans faille de ces 10 dernières années.

Contrairement à ce que les communicants des partis précités ont tenté de nous faire croire, ce vote n'a rien à voir avec la situation financière ou la gouvernance de l'hôpital. Ce dernier est, au contraire, devenu l'otage

d'une droite désespérée de retrouver un jour sa mainmise sur la politique vaudoise. C'est bien évidemment une lecture très éloignée des résultats des élections communales. Et c'est d'autant plus inquiétant que le futur d'un hôpital public est en jeu.

Nous l'avons répété à de nombreuses reprises, la CEP est un outil disproportionné et incroyablement coûteux. Cette commission interviendra à la suite de deux audits indépendants et publics commandés par les Conseils d'Etat vaudois et valaisans. L'Hôpital s'est en outre déjà doté d'un plan de retour à l'équilibre financier et un nouveau directeur général prendra ses fonctions courant de l'été.

Le PSV continuera son combat pour le maintien d'un service public fort et des soins accessibles et de qualité pour

les habitant-es de la Riviera et du Chablais. Nous veillerons notamment à ce que cette décision politique et partisane de la droite ne profite pas aux acteurs privés de la santé.

Ce vote extrêmement polarisé marque sans doute la fin d'une ère de compromis dynamiques qui a permis la mise en place, notamment, des PC familles, de la rente-pont, de l'augmentation des allocations familiales et du plafonnement des primes maladie à 10% du revenu. A l'heure où les conséquences de la pandémie demande des investissements importants, nous utiliserons tous les moyens à notre disposition afin de renforcer l'Etat social fort. Nous avons maintenant moins d'une année avant les élections cantonales. La campagne est lancée!

■ JESSICA JACCOUD, PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS ET DÉPUTÉE



## T'as tes ragnagnas ou quoi?



### grand conseil

Si les hommes avaient leurs règles, la société célébrerait certainement ce moment initiatique. Mais pour une jeune fille, la réalité est bien différente. Elle ne fête pas ses premières règles et quelquefois ne sait même pas ce qui lui arrive.

Avoir ses règles reste stigmatisant. Cela commence à la pré-adolescence, peut-être dans un établissement scolaire où l'élève se retrouve «clouée», morte de honte sur sa chaise, mais doit néanmoins se rendre à l'infirmier scolaire, ouverte généralement par intermittence, ou au secrétariat de l'école pour quémander une protection hygiénique, comme si les règles étaient une maladie! Elle doit parfois même rentrer à la maison pour se changer (et rater ses cours).

S'y ajoute la problématique de la précarité menstruelle, certaines femmes

ayant à choisir entre acheter des biens de première nécessité ou des protections hygiéniques, ce qui peut avoir un impact sur leur santé (syndrome du choc toxique, infections, etc.) et conduire à l'exclusion sociale.

L'Ecosse, l'Angleterre, le Canada, la Nouvelle-Zélande et récemment la France ont décidé d'agir. Et chez nous, en Suisse? Des gymnasiennes se sont mobilisées pour approvisionner les toilettes de leur école à Genève ou à Sion, une association fait de même dans les toilettes publiques à Lausanne et la commune de Tavannes fait œuvre de pionnière en mettant à disposition des serviettes hygiéniques à l'école. L'adoption de mon postulat par le Grand Conseil va permettre d'accélérer le mouvement dans le Canton de Vaud, le Conseil d'Etat ayant déjà commencé à travailler sur cette problématique et décidé de tester la mise à disposition des protections hygiéniques dans des

établissements pilotes; les volontaires se pressent déjà au portillon!

Visibiliser les menstruations, les considérer comme un phénomène naturel en mettant à disposition des protections hygiéniques dans les toilettes de nos écoles, c'est lever un tabou et obtenir plus d'égalité, de (re)connaissance et protéger la santé.

■ MURIEL THALMANN, DÉPUTÉE

# Cap sur les cantonales!

**campagne** Les élections au Conseil d'Etat et au Grand Conseil auront lieu dans une année. Elles se préparent dès aujourd'hui.

Quand il n'y en a plus, il y en a encore! A peine avons-nous clos le chapitre des communales que d'autres élections pointent le bout de leur nez. Depuis quelques mois déjà, le PSV travaille sur les cantonales qui auront lieu au printemps 2022.

### Tout un programme

Un groupe de travail a rédigé la première version du programme. Validée par le Comité Directeur, celle-ci a été soumise à la consultation des diverses commissions. Celles-ci auront pour mission de l'agrémenter de leurs brillantes idées d'ici au 30 juin. L'élaboration du programme se veut participative et toutes nos membres sont invitées à rejoindre les rangs de nos commissions. Vous en trouverez les différentes personnes responsables dans l'en-

cadre ci-dessous. A noter que certaines commissions sont actuellement orphelines de Président-e. En cas d'intérêt (et de motivation!), n'hésitez pas à contacter le secrétariat général pour en prendre les rennes.

Camarades, les résultats absolument fantastiques des 7 et 28 mars derniers ont notamment été obtenus grâce à la forte mobilisation générée au sein de nos rangs. S'il est nécessaire de souffler après cette période pour le moins intense, nous avons néanmoins le devoir de remettre rapidement l'ouvrage sur le métier avec un seul et unique but en ligne de mire: confirmer la tendance vaudoise qui réclame plus de justice sociale, plus de respect de l'environnement et plus de solidarité. Rejoignez-nous, et vivement 2022! ■ CHLOË BESSE ET ANDREA MÜNGER, CO-SECRÉTAIRES



## Président·es des commissions du PS vaudois

- Administration de la justice (CAJU): Alex Depraz - [alex.depraz@bluewin.ch](mailto:alex.depraz@bluewin.ch)
- Agriculture: vacant
- Aménag. du Territoire, Transports et Institutions: Romain Pilloud - [info@romainpilloud.ch](mailto:info@romainpilloud.ch)
- Culture: Astrid Lavanderos - [astrid.lavanderos@lausanne-cc.ch](mailto:astrid.lavanderos@lausanne-cc.ch)
- Egalité (COMEG): Muriel Thalmann - [muriel.thalmann@gmail.com](mailto:muriel.thalmann@gmail.com)
- Energie et Environnement (CEE): Fred Tschuy - [f.tschuy@netplus.ch](mailto:f.tschuy@netplus.ch)
- Enseignement, Education et Formation: Yassin Nour - [yassin.nour@gmail.com](mailto:yassin.nour@gmail.com)
- Economie, Finances et Fiscalité (COEFF): vacant
- Migration: Najat Kadib - [kadib@hotmail.ch](mailto:kadib@hotmail.ch)
- Formation: Vincent Bezençon - [vincent.bezencon@gmail.com](mailto:vincent.bezencon@gmail.com)
- Santé: Camille-Angelo Aglione - [camille@adosjob.ch](mailto:camille@adosjob.ch)
- Sociale: vacant
- Solidarité Internationale: vacant
- Sécurité publique: Stéphane Balet - [stephane.balet@gc.vd.ch](mailto:stephane.balet@gc.vd.ch)
- Logement: Xavier Fischer - [xfischer@fm-a.ch](mailto:xfischer@fm-a.ch)
- 60+: Francine Jeanprêtre - [fjeanpretre@gmail.com](mailto:fjeanpretre@gmail.com) et Eric Voruz - [eric.voruz@bluewin.ch](mailto:eric.voruz@bluewin.ch)

Le tout nouveau groupe PSV Queer sera également mobilisé pour les élections cantonales. Pour le rejoindre, contactez sans plus tarder le secrétariat du PSV!

## Agenda

27 AVRIL | 20:00  
EN LIGNE

**COMITÉ CANTONAL DU PS VAUDOIS**  
Les délégué·es seront invité·es à se prononcer sur les cinq objets qui seront soumis au peuple le 13 juin prochain: l'initiative «Pour une eau potable propre et une alimentation saine - Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique», l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse», la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19), la loi fédérale sur la réduction des gaz à effet de serre (Lois sur le CO<sub>2</sub>) et la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme.

10 MAI | 19:00 – 20:30  
EN LIGNE

**SÉANCE COMMISSION LOGEMENT**  
Une première réunion a été fixée par la Commission Logement. Celle-ci aura pour but de phosphorer autour de la première version du programme, d'en cibler les points forts et d'établir un mode d'organisation interne.

10 JUIN | 18:00 – 20:00  
EN LIGNE

**SÉANCE COMMISSION ENSEIGNEMENT**  
La dernière des trois séances consacrées au programme des cantonales a d'ores et déjà été fixée. Elle aura pour but de finaliser les propositions à l'attention du groupe de travail en charge du programme.

# Patricia Spack Isenrich

**Vice-syndique à Bussigny Avocate très engagée auprès des locataires, elle a créé la surprise le 7 mars en terminant en tête et en étant élue dès le premier tour.**

«Maman, tu es la meilleure.» C'est par ces mots que les deux garçons (13 et 16 ans) de Patricia Spack Isenrich ont félicité leur mère au soir du 7 mars après les résultats du premier tour de l'élection à la municipalité de Bussigny. Eloge mérité puisqu'elle a terminé en tête et qu'elle a été élue – en compagnie de son camarade Eric Zingre – avec près de 53% des suffrages, alors que Claudine Wyssa, syndique sortante, a été contrainte de passer par le deuxième tour. «J'étais super contente, mais en même temps très surprise, relève dans un sourire joyeux et communicatif Patricia Spack Isenrich. Je ne m'attendais pas, d'une part à être élue dès le premier tour, d'autre part à devancer aussi nettement Claudine Wyssa.»

Ce sourire rayonnait déjà sur les affiches électorales de Bussigny. A croire que les photos avaient été prises après les résultats du 7 mars. Autant les trois représentant-es du PSIG –tou-tes élu-es au demeurant– montraient un visage très avenant, autant les candidat-es des deux autres partis avaient des mines graves, qui ne donnaient d'ailleurs guère envie de voter pour eux. Peut-être ces affiches ont-elles incité les électeur-trices à faire confiance à la gauche. Patricia Spack Isenrich en rigole.



Patricia Spack Isenrich sera appelée à remplacer Claudine Wyssa au poste de syndique de Bussigny © Bernard Morel

«En tout cas, nous étions très content-es de nos photos que nous avons faites en extérieur. Mais je pense que nos très bons scores sont dus avant tout à un certain ras-le-bol de la population face à la multiplication des nouvelles constructions.»

## Pas du hasard

Cela dit, le succès personnel de Patricia Spack Isenrich ne doit rien au hasard. A Bussigny, elle ne vient pas de nulle part. Elle habite la commune depuis près de 18 ans, est entrée au Conseil communal il y a 10 ans et l'a même présidé. Candidate au Grand Conseil en 2017, elle est la prochaine viennent-ensuite socialiste de

l'ouest lausannois. Autant dire que c'est une femme d'engagement. «J'ai toujours aimé m'engager dans les endroits où je vivais, dit-elle. Lorsque j'habitais à Bougy-Villars, j'étais déjà au conseil.»

Bougy-Villars, c'est le village d'enfance de Patricia Spack Isenrich. Une terre qui n'est pas vraiment socialiste, mais Patricia a très vite été sensible aux questions sociales. Ses études d'avocate l'ont confortée dans ses convictions. «Quand on est nommée

avocate d'office, comme cela m'est arrivé bien quelquefois, on côtoie beaucoup de situations de détresse et j'en suis à chaque fois très touchée», relève-t-elle. Puis elle ajoute: «Je me suis spécialisée dans le droit du bail et je penche clairement du côté des locataires. J'ai d'ailleurs été durant 10 ans consultante bénévole à l'ASLOCA et pendant huit ans juge-asseur représentant les locataires auprès de la commission de conciliation.»

Mariée et mère de deux enfants, Patricia Spack Isenrich a des journées bien occupées entre la famille, le travail et la politique. Et son nouveau mandat ne va pas alléger son emploi du temps, bien au contraire. D'autant qu'elle va

**«Fille d'un ancien syndic, j'ai vu ce que ça implique comme engagement»**

endosser la fonction de vice-syndique, dans l'optique de succéder à Claudine Wyssa, réélue tacitement à son poste, en cours de législature. «Eh oui, il va falloir assumer», dit-elle. Et de lâcher juste avant d'enfourcher

son vélo électrique pour remonter chez elle: «Je suis fille d'un ancien syndic. J'ai vu ce que ça impliquait comme engagement.» ■ BERNARD MOREL